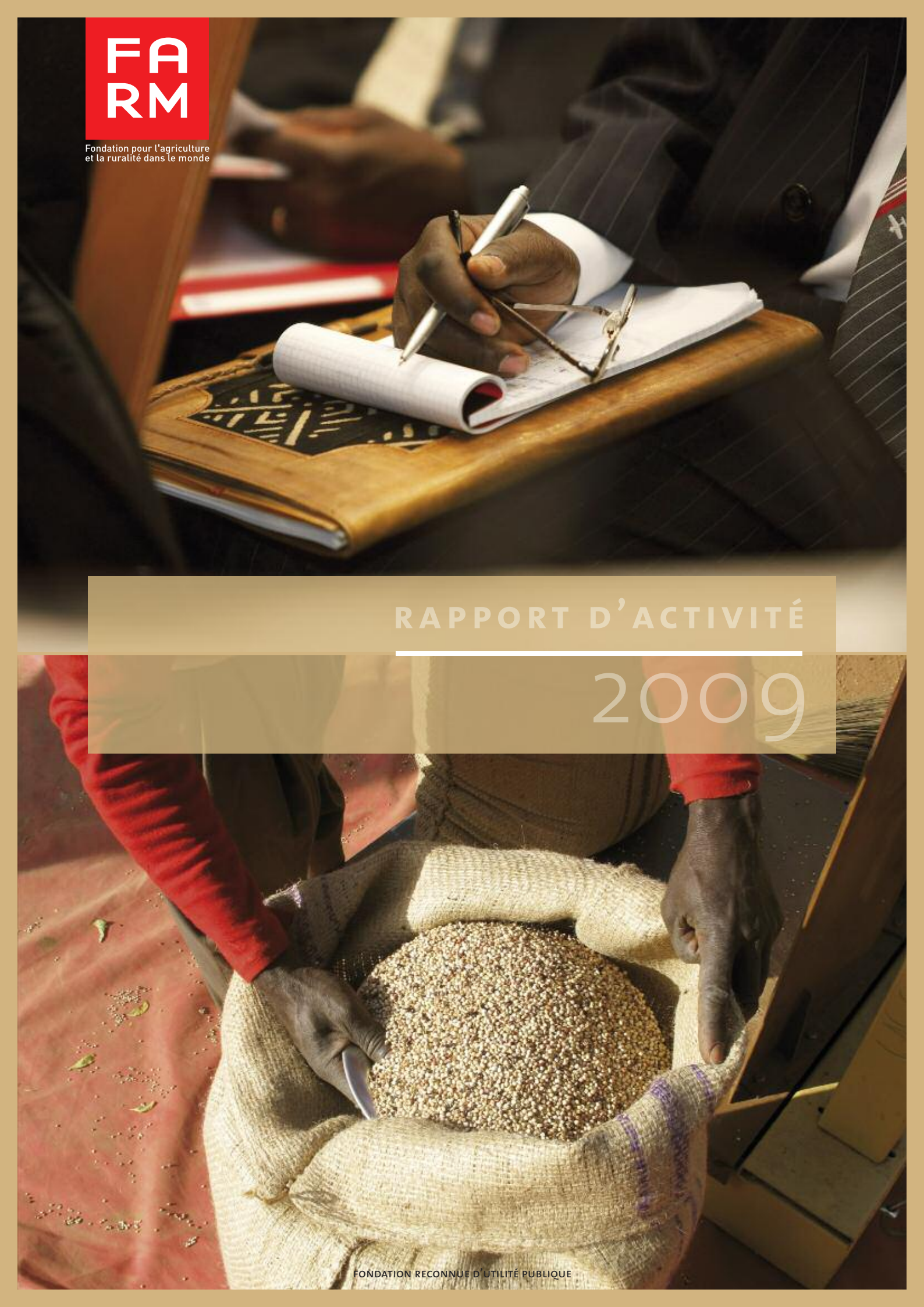


The logo consists of the letters 'FA' stacked above 'RM' in a white, bold, sans-serif font, set against a red square background.

FA
RM

Fondation pour l'agriculture
et la ruralité dans le monde

The cover features two main photographs. The top photograph shows a person's hands in a dark suit writing on a notepad with a silver pen, resting on a wooden clipboard. The bottom photograph shows a person's hands in a red long-sleeved shirt filling a large, open burlap sack with small, light-brown grains. The background of the bottom photo is a reddish-brown floor with some spilled grain.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2009

SOMMAIRE

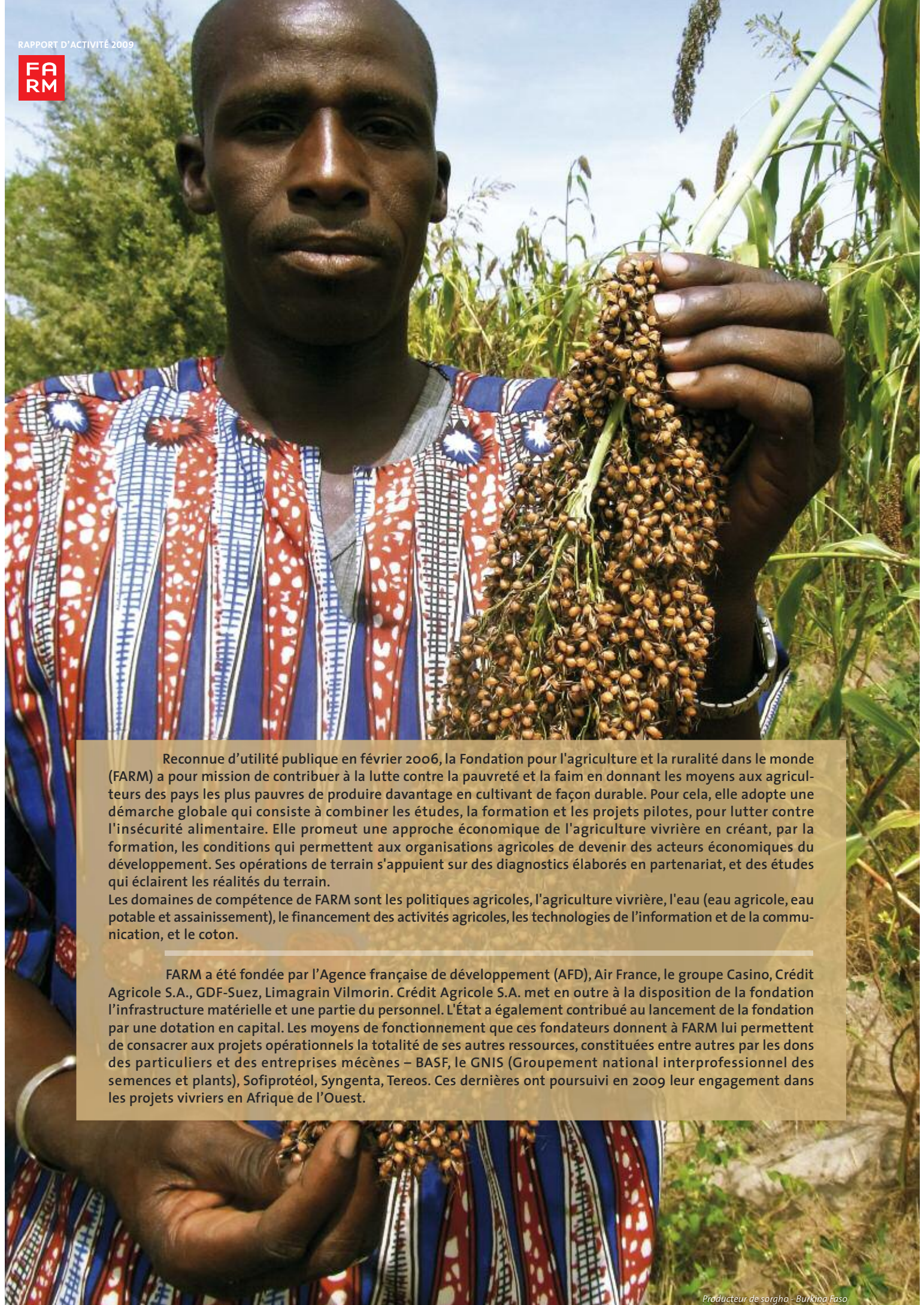


AVANT-PROPOS	1
FAITS MARQUANTS	2
ÉTUDES ET RÉFLEXIONS	3
■ LA TRANSMISSION DE LA VOLATILITÉ DES PRIX AUX MARCHÉS AFRICAINS : UN PHÉNOMÈNE COMPLEXE	4
■ L'EFFICACITÉ DES POLITIQUES DE STABILISATION DES PRIX ALIMENTAIRES	5
■ BRÈVES : LES PARTENARIATS	7
■ COMMENT AMÉLIORER LE FINANCEMENT DES FILIÈRES AGRICOLES ?	8
■ DEUX THÈSES EN COURS À LA FONDATION	9
■ FARM INVITE LE CLIMAT ET L'AGRICULTURE DURABLE AU SIA	10
OPÉRATIONS	11
■ LES PROJETS VIVRIERS ENTRENT DANS UNE NOUVELLE PHASE	12
■ UN PRODUIT PARTAGE POUR SOUTENIR LA PRODUCTION DE COMPOST AU BURKINA FASO	14
■ L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS VIVRIERS	15
■ EXTENSION DU « RÉSEAU DES IRRIGANTS MÉDITERRANÉENS »	16
■ L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL	17
LE MÉCÉNAT SOUTIENT FARM	18
■ COMPTES D'EMPLOI ET DE RESSOURCES	19
L'ÉQUIPE	40
PUBLICATIONS	41
INSTANCES DE FARM	42



CONTENTS

FOREWORD	21
HIGHLIGHTS	22
THINK TANK ACTIVITIES	23
■ TRANSMISSION OF INTERNATIONAL FARM PRICE RISES TO AFRICAN MARKETS: A COMPLEX PHENOMENON	24
■ THE EFFECTIVENESS OF FOOD PRICE STABILISATION POLICIES	25
■ NEWS IN BRIEF: PARTNERSHIPS	27
■ HOW CAN THE FINANCING OF FARMING BE IMPROVED?	28
■ FARM SUPPORTS TWO PhDs	29
■ FARM INVITES THE CLIMATE AND SUSTAINABLE AGRICULTURE TO THE IAS	30
PROJECTS AND OPERATIONS	31
■ FOOD PROJECTS ENTER A NEW PHASE	32
■ A CHARITY PRODUCT TO SUPPORT COMPOST PRODUCTION IN BURKINA FASO	34
■ ENVIRONMENTAL ASSESSMENT OF FOOD PROJECTS	35
■ EXTENDING THE "MEDITERRANEAN IRRIGATORS' NETWORK"	36
■ RURAL SANITATION	37
SPONSORS SUPPORT FARM	38
■ STATEMENT OF SOURCES AND APPLICATIONS	39
THE STAFF	40
PUBLICATIONS	41
THE FOUNDATION'S BODIES	42

A close-up photograph of a man with dark skin and a mustache, looking directly at the camera. He is wearing a vibrant, multi-colored patterned shirt with red, blue, and white geometric designs. He is holding a large, dense ear of sorghum in his right hand. The background shows a field of tall sorghum plants under a clear sky.

Reconnue d'utilité publique en février 2006, la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) a pour mission de contribuer à la lutte contre la pauvreté et la faim en donnant les moyens aux agriculteurs des pays les plus pauvres de produire davantage en cultivant de façon durable. Pour cela, elle adopte une démarche globale qui consiste à combiner les études, la formation et les projets pilotes, pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Elle promeut une approche économique de l'agriculture vivrière en créant, par la formation, les conditions qui permettent aux organisations agricoles de devenir des acteurs économiques du développement. Ses opérations de terrain s'appuient sur des diagnostics élaborés en partenariat, et des études qui éclairent les réalités du terrain.

Les domaines de compétence de FARM sont les politiques agricoles, l'agriculture vivrière, l'eau (eau agricole, eau potable et assainissement), le financement des activités agricoles, les technologies de l'information et de la communication, et le coton.

FARM a été fondée par l'Agence française de développement (AFD), Air France, le groupe Casino, Crédit Agricole S.A., GDF-Suez, Limagrain Vilmorin. Crédit Agricole S.A. met en outre à la disposition de la fondation l'infrastructure matérielle et une partie du personnel. L'État a également contribué au lancement de la fondation par une dotation en capital. Les moyens de fonctionnement que ces fondateurs donnent à FARM lui permettent de consacrer aux projets opérationnels la totalité de ses autres ressources, constituées entre autres par les dons des particuliers et des entreprises mécènes – BASF, le GNIS (Groupement national interprofessionnel des semences et plants), Sofiprotéol, Syngenta, Tereos. Ces dernières ont poursuivi en 2009 leur engagement dans les projets vivriers en Afrique de l'Ouest.

AVANT-PROPOS

■ Depuis la crise alimentaire de 2008, les questions de sécurité alimentaire et de production agricole continuent de figurer dans les priorités de la communauté internationale.

La plupart des responsables partagent la nécessité de relancer les investissements en faveur de l'agriculture.

Toutefois, les politiques agricoles et de développement sont encore à la recherche d'un nouveau modèle.

Dans ce contexte, FARM poursuit et développe son action en faveur d'une structuration économique des filières vivrières.



René Carron
*Président du conseil
d'administration*



Bernard Bachelier
*Directeur
de la Fondation*

Depuis 2009, les pays du G8, du G20 et les institutions internationales mobilisent des fonds importants en faveur de la sécurité alimentaire et de l'agriculture. De nombreux pays ont confié la gestion de leur contributions à la Banque mondiale en constituant des fonds fiduciaires. Le Programme mondial pour la sécurité alimentaire (GAFSP) a été créé et abondé, l'Union européenne a mobilisé la facilité alimentaire. Ainsi, l'érosion de l'aide publique à l'agriculture est enrayée. Et l'engagement de Bill et Melinda Gates montre que la philanthropie internationale prend, elle aussi, en compte la question agricole.

I Toutefois, l'augmentation des investissements demande des moyens, mais aussi des stratégies et des méthodes. Les approches développées pendant vingt ans de raréfaction des financements ne facilitent pas le redémarrage du moteur. D'autant qu'il n'est pas possible de revenir à des politiques administrées. La relance de l'agriculture est liée à la bonne utilisation des crédits nouveaux et donc à la capacité des responsables nationaux et internationaux à trouver des réponses innovantes.

I FARM s'est efforcée d'apporter sa contribution par les études, les conférences et les projets pilotes. L'approche économique de la structuration des filières agricoles, que nous nommons « pro-business », apparaît de plus en plus comme la colonne vertébrale de la stratégie de la fondation. Il s'agit d'aider les organisations professionnelles à s'organiser en coopératives assurant des fonctions économiques d'approvisionnement et de commercialisation. Cette structuration s'adresse en priorité aux filières vivrières pourvoyant les marchés intérieurs.

I Les différentes formes d'action convergent : des études qui portent sur les prix agricoles, les réactions des États à la crise, le stockage, les organisations de producteurs ; des formations qui diffusent l'esprit d'entreprise et la maîtrise de la gestion, des projets pilotes qui éprouvent ces approches avec des partenaires comme l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles (UGCPA) de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso.

I Cela permet non seulement de promouvoir de nouvelles formes de partenariat basées sur un accompagnement sur mesure, mais aussi de tester des actions et de partager les idées. L'agriculture est placée devant un tournant historique. Les agriculteurs ont le plus grand besoin de la confrontation d'expériences et de propositions. C'est la mission de la fondation d'y participer.

| Mars 2009 |

5^e forum mondial de l'Eau d'Istanbul

FARM était présente et co-organisait, le 19 mars, sur le stand du Partenariat français pour l'eau, la conférence « *Économies d'eau en systèmes irrigués en Méditerranée* ».

| Avril 2009 |

Salon international de l'Agriculture au Maroc

FARM est intervenue à la conférence « *Quel accompagnement des agricultures familiales en systèmes irrigués au Maroc ?* », organisée par le ministère de l'Agriculture du Maroc et l'Ecole nationale d'agriculture de Meknès, le 24 avril, dans la continuité de la conférence organisée au salon de l'Agriculture de Paris en février 2009.

| Mai 2009 |

CONFÉRENCE « *Peut-on vaincre la faim en Afrique ?* »

Le 14 mai 2009 FARM a invité Sylvie Brunel, membre de son conseil d'administration, à présenter son ouvrage *Nourrir le monde, vaincre la faim*, face à un public nombreux. La conférence a été suivie d'une séance de vente-signature de l'ouvrage au profit de FARM.

| Juin 2009 |

CONFÉRENCE « *Les technologies de l'information et de la communication au service du développement rural : les modèles indiens* »

Le 8 juin 2009, cette conférence était l'occasion pour Eric Pasquati, chef de projet TIC à FARM, de partager les conclusions de sa mission en Inde d'avril 2009, et de mener une discussion sur la pertinence des modèles indiens pour d'autres régions du monde.

| Octobre 2009 |

CONFÉRENCE « *Comment les paysans du Sud peuvent-ils se nourrir et nourrir le monde ?* »

Le 8 octobre 2009, quelques jours avant la *Journée mondiale de l'alimentation*, Bernard Bachelier, directeur de FARM, est intervenu pour le public réuni à l'*Entrepôt* pour présenter la situation des agriculteurs d'Afrique de l'Ouest, et les moyens de les aider à relever le défi alimentaire.

Soirée de concert au profit de FARM

Le 3 octobre 2009, à Mâcon, l'entreprise Itron et son personnel ont organisé une soirée de concert au profit de FARM.

RENCONTRE « *Le mécénat et la sécurité alimentaire – L'exemple des projets vivriers de FARM en Afrique de l'Ouest* »

L'objectif de cette rencontre, qui s'est tenue le 14 octobre 2009 dans les locaux de FARM, était de mettre en valeur les motivations de ses partenaires, de présenter les résultats des deux premières campagnes agricoles des projets vivriers, et de montrer en quoi cette démarche propose des références.

| Novembre 2009 |

CONFÉRENCE « *Prix et risques de marché : les agriculteurs face à la volatilité des cours* »

Les 23 et 24 novembre 2009, FARM et ses partenaires ont réuni 300 personnes à Paris pour cette conférence internationale. Dans ce cadre, plusieurs études inédites ont été présentées : en particulier, « *L'Imparfaite transmission des prix mondiaux aux marchés agricoles d'Afrique subsaharienne* » et « *Efficacité des politiques de stabilisation des prix alimentaires en Afrique subsaharienne : le cas du Mali* ».

| Mars 2010 |

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE 2010

FARM a organisé deux conférences le 1^{er} mars 2010 : « *L'agriculture africaine, oubliée des négociations sur le climat ?* », animée par Stéphane Paoli et « *Systèmes de production durables en Afrique de l'Ouest : quels rôles pour les organisations professionnelles agricoles ?* ». En outre, mercredi 3 mars, la rencontre « *Sécurité alimentaire : au delà de l'urgence* » a rassemblé 80 personnes sur le stand de FARM, à l'occasion de la parution du n°91 de la revue *Courrier de la planète*.



Salon de l'agriculture de Meknès - Maroc

Sylvie Brunel à la conférence
« *Peut-on vaincre la faim en Afrique ?* »

Conférence « *Comment les paysans du Sud peuvent-ils se nourrir et nourrir le monde ?* » à l'Entrepôt

Table ronde à la conférence
« *Prix et risques de marché : les agriculteurs face à la volatilité des cours* »

Conférence « *L'agriculture africaine, oubliée des négociations sur le climat ?* »

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

LABORATOIRE D'IDÉES : RÉVÉLER LES FAITS, PARTAGER LES DIAGNOSTICS, ÉLABORER DES PROPOSITIONS EN RASSEMBLANT LES EXPERTS, LES CHERCHEURS ET LES PROFESSIONNELS DU SUD ET DU NORD.



■ **LA TRANSMISSION DE LA VOLATILITÉ DES PRIX AGRICOLES INTERNATIONAUX
AUX MARCHÉS AFRICAINS : UN PHÉNOMÈNE COMPLEXE QUI TOUCHE
PARTIELLEMENT LES PRODUCTEURS**

Depuis quelques années, les marchés agricoles sont marqués par une très grande instabilité. Après la flambée de 2008, les cours ont baissé pour la plupart des produits mais, en 2009, ils sont restés historiquement élevés, notamment en Afrique. La FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) compte plus d'un milliard de personnes sous-alimentées dans le monde en 2009.

La conférence organisée par FARM et ses partenaires a abordé les questions liées à cette instabilité, aux impacts des fluctuations des prix sur les productions agricoles et les revenus des agriculteurs, à la gestion des risques de marché et à leurs implications pour les politiques agricoles, sur la base d'études réalisées spécialement pour cette occasion.

LES ORGANISATEURS

 **cirad** Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

 **CSAAD** Conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables auprès du ministre de l'Agriculture et de la Pêche

 **FARM** Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde

 **INSTITUT** gestion publique et du développement économique

 **Pluriagri** Association créée par les producteurs français de grandes cultures (céréales, oléo-protéagineux, betteraves à sucre) et par Crédit Agricole S.A.



Vente de riz au marché - Bénin

Dans le prolongement d'une première analyse réalisée « à chaud » pendant la crise de 2008, la fondation FARM a demandé au CIRAD d'affiner son analyse de la transmission des prix entre les marchés internationaux et les marchés domestiques. L'étude a porté sur quatre produits (riz, mil, manioc et plantain) à Madagascar, au Mali, au Niger, au Cameroun et au Sénégal. L'objectif était double : éclairer le débat autour de l'impact de la flambée des prix internationaux de 2008 sur les systèmes alimentaires en Afrique subsaharienne, et contribuer à la formulation de politiques publiques adaptées.

■ **PREMIÈRE CONCLUSION Les prix payés aux agriculteurs africains se construisent d'abord sur les marchés locaux** ■

Les variations de prix du riz sont les plus sensibles politiquement, car elles sont à l'origine des mouvements sociaux que les médias ont appelé « émeutes de la faim ». La transmission est fonction principalement de deux facteurs : la part du riz dans les régimes alimentaires, et la part du riz importé dans la consommation globale de riz. C'est ce que montre la comparaison entre le Sénégal et le Mali, deux pays où le riz est un élément structurant des régimes alimentaires.

■ A Dakar, où 80 % du riz consommé est importé, l'évolution des prix internationaux explique environ 30 % du prix que paye le consommateur, le différentiel résultant, semble-t-il, du comportement des importateurs, qui absorbent une partie de la volatilité des prix internationaux du riz en gérant leurs stocks et, si besoin, en faisant varier leurs marges.

Toutefois, lorsque les fluctuations du marché international sont devenues trop fortes, ce mécanisme de régulation n'a plus suffi à protéger les consommateurs sénégalais, même s'il a atténué le pic et l'a décalé de trois mois. Quant au prix payé aux producteurs de riz, il est d'abord influencé par les variations saisonnières : bas à la récolte, il augmente au fur et à mesure que l'on s'en éloigne. Mais il subit aussi partiellement l'influence du prix du riz à Dakar, avec un différé de quatre mois.

■ A la différence du Sénégal, le Mali produit localement la majeure partie du riz consommé, les importations n'en représentant que 10 %. Ainsi, c'est le prix du riz importé qui s'aligne sur le prix du riz produit localement. Le pic de 2008 ne s'est donc transmis que de façon partielle, pour deux tiers de la hausse, et avec un décalage de trois à quatre mois. La substitution du riz local au riz importé, en stimulant la demande de riz local, a conduit à une hausse du prix au producteur. Et en 2009, malgré une baisse relative, les prix restent supérieurs à leur niveau d'avant la crise.

■ SECONDE CONCLUSION **Les politiques publiques doivent agir sur le fonctionnement des marchés locaux et renforcer les acteurs** ■

Les politiques alimentaires doivent passer par des actions structurantes sur les filières et le renforcement des acteurs, dont les organisations paysannes. En effet, les stocks privés apparaissent comme l'un des meilleurs outils de gestion de la volatilité des marchés locaux. Alors que les stocks des importateurs diminuent l'instabilité des prix aux consommateurs, ceux des organisations paysannes diminuent l'instabilité des prix payés aux agriculteurs. Or, les organisations paysannes, contrairement aux commerçants, ne disposent pas des capacités financières suffisantes pour constituer ces stocks. Elles devraient donc être la cible prioritaire des politiques publiques. En outre, l'étude montre que les prix des céréales locales autres que le riz (mil, sorgho, plantain, manioc) sont quasiment imperméables à la situation du marché international. Ainsi, ces prix se déterminent d'abord sur les marchés locaux. Ce qui renforce la nécessité de concentrer les politiques publiques sur les acteurs de ces marchés.

CONFÉRENCE « PRIX ET RISQUES AGRICOLES : LES AGRICULTEURS FACE À LA VOLATILITÉ DES COURS » 23 ET 24 NOVEMBRE 2009

■ **L'EFFICACITÉ DES POLITIQUES DE STABILISATION DES PRIX ALIMENTAIRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : LE CAS DU MALI**

Suite à la crise énergétique et alimentaire de 2007-2008, les pays d'Afrique de l'Ouest ont pris des mesures pour tempérer l'augmentation des prix des produits alimentaires de base et relancer la production agricole locale. FARM a analysé les principaux instruments mobilisés par le gouvernement du Mali concernant les céréales : exonérations de droits et taxes sur les importations de riz et de maïs, interdiction d'exporter, utilisation des stocks publics et relance de la production à travers des subventions aux intrants. Étant donné la similarité des mesures prises par les autres pays de la zone, les résultats de l'étude commandée par FARM dépassent de loin le cadre du Mali.

➤ **Les exonérations de taxes à l'importation : un outil efficace pour stabiliser rapidement les prix aux consommateurs**

Le premier résultat de ce travail concerne la faible efficacité des mesures de prohibition des exportations, compte tenu de la porosité des frontières, car ces mesures ont été le plus souvent contournées. En revanche, l'étude des effets du stockage public est plus complexe : on peut observer un amortissement de la saisonnalité des prix des céréales, en particulier au niveau des consommateurs, mais cet effet est moins visible dans les années de crise. L'amortissement de la saisonnalité est bien dû au stockage, mais s'agit-il du stockage public ou privé ? La réponse n'est pas simple. Les stocks publics semblent avoir un effet non négligeable, mais probablement moindre que celui du stockage privé, malgré le manque de précision des informations disponibles. Il apparaît que le stockage des commerçants joue un rôle déterminant dans le lissage de la saisonnalité des prix à la consommation.

■ Du côté de la relance de la production, le plan 2008-2009, dit « *Initiative Riz* », a donné des résultats mitigés. L'étude fait état de difficultés d'approvisionnement en intrants, en particulier les semences, et d'une arrivée tardive de l'aide publique. Néanmoins, la production de riz aurait augmenté d'environ 20 %. Mais les effets sur les prix ont été assez faibles, ce qui s'expliquerait par une récolte insuffisante pour reconstituer les stocks, malgré l'augmentation des volumes.

■ Le résultat le plus intéressant de l'étude concerne *les exonérations de taxes sur les importations de riz*. Ces exonérations ont stabilisé les prix à la consommation du riz importé et des céréales sèches (par des effets de substitution dans les régimes alimentaires) et, dans une moindre mesure, du riz produit localement. Il apparaît ainsi que ces exonérations peuvent non seulement calmer une hausse de prix importée du marché international, mais aussi stabiliser le prix des céréales sèches si celui-ci flambe du fait d'une mauvaise récolte. En revanche, les exonérations ont des effets dépressifs sur les prix aux producteurs.



Séchage du maïs : la technique du crib - Burkina Faso

► L'importance des politiques de stockage par les coopératives agricoles en faveur de la relance de la production

L'étude a permis de formuler plusieurs recommandations. La première est de mettre en place des outils pour renforcer l'efficacité des interventions publiques. En particulier, une cellule d'analyse des politiques de stabilisation qui centraliserait toutes les données sur la stabilisation des prix, et les croiserait avec les données de prix de l'Observatoire du marché agricole (OMA), permettrait d'évaluer chaque année les politiques de stabilisation des prix.

■ La seconde consiste à accorder une attention particulière à la stabilisation des prix à la production et à favoriser le **stockage des céréales** au niveau des producteurs ou des organisations de producteurs en améliorant leur accès au crédit, par exemple par des systèmes de *warrantage*.

■ Enfin, pour réduire les pics de prix en temps de crise, la puissance publique pourrait prendre un ensemble de mesures complémentaires de **relance de la production** par des subventions aux intrants, couplées avec des mesures de stabilisation préalable des prix, en exonérant de taxes les importations de riz, et en faisant intervenir les stocks publics dont l'effet très rapide compense les retards que les délais d'importation imposent à l'efficacité des exonérations. L'idéal consiste donc à combiner les différents instruments, mais cela peut s'avérer coûteux. Ainsi, au Mali, en 2008, les exonérations de TVA et de droits de douanes sur les importations de riz ont entraîné une perte de recettes fiscales de 5 milliards de FCFA, tandis que « l'Initiative Riz » a coûté environ 13 milliards. Reste donc à traiter la question des financements des politiques publiques et de l'appui aux organisations de producteurs.

■ BRÈVES : LES PARTENARIATS

FARM a participé à l'élaboration de plusieurs dossiers spéciaux dans différentes revues qui ont ensuite relayé un appel à don en faveur des actions de la fondation auprès de leurs abonnés.

PARTENARIAT AVEC UNIAGRO – FARM RÉDACTEUR EN CHEF



24 pages, 20 intervenants, une longue interview avec Michel Barnier, ministre de l'Agriculture : voilà qui donne une idée de l'ampleur du dossier « Nourrir les hommes de demain », publié en avril 2009 dans AgroMag.

Sollicitée par la fédération UniAgro, association des ingénieurs agronomes et éditrice du dossier, FARM en a assuré le pilotage, de la conception jusqu'au secrétariat de rédaction. Le dossier aborde les grands enjeux du défi alimentaire : hausse de la demande, diminution des surfaces disponibles, augmentation des rendements et agriculture « écologiquement intensive ». Il expose les enjeux pour les différentes zones de production – Europe et États-Unis, Amérique latine, Afrique, Inde – et donne la parole aux acteurs du développement, bailleurs de fonds, société civile et agriculteurs. Le dossier a été, pour

Bernard Bachelier, l'occasion d'appeler les abonnés d'agromag à soutenir les projets vivriers de FARM : « Que les agronomes français expriment leur solidarité avec les agriculteurs du Sud me semble un geste de l'esprit autant que du cœur. »

PARTENARIAT AVEC LE BETTERAVIER FRANÇAIS

En octobre 2009, le magazine de la profession betteravière, Le Betteravier français, a consacré une page aux questions de sécurité alimentaire dans le monde. Dans une interview, Bernard Bachelier a présenté son point de vue en encourageant une solidarité professionnelle pour aider l'Afrique à produire davantage. Les abonnés du magazine ont également reçu un appel à don.

PROPRIÉTÉ PRIVÉE RURALE



Publié en février 2010, par La Propriété privée rurale, revue de la Fédération nationale de la propriété privée rurale (FNPPR), le dossier « Sécurité alimentaire : de nouvelles perspectives ? » a été piloté et rédigé par FARM, à l'exception du premier article : Hafez Ghanem, directeur général adjoint chargé des études économiques de la FAO, y donne une vision des équilibres alimentaires mondiaux à l'horizon 2050.

Le deuxième article analyse la question foncière en Afrique de l'Ouest, « Entre sécurisation des droits et accaparement des terres ». Il décrit la transition progressive des droits coutumiers consacrant la propriété communautaire vers la propriété foncière privée, et il s'interroge sur les conditions auxquelles la location ou la vente de terres pourrait permettre aux États de répondre aux besoins d'investissements dans le secteur agricole et le milieu rural. Le troisième article, enfin, présente la vision économique de FARM, sa stratégie « pro-business » et son action de terrain en Afrique de l'Ouest. Un appel à don était joint au dossier.

■ COMMENT AMÉLIORER LE FINANCEMENT DES FILIÈRES AGRICOLES

Faisant suite à la conférence de FARM sur la microfinance en 2007, une étude sur *Le financement des filières agricoles au Mali* a été réalisée dans le cadre d'un partenariat entre la FAO, Crédit Agricole S.A. et FARM. Conduite par des experts de la FAO et un consultant missionné conjointement par le Crédit Agricole et par FARM, elle a démarré en septembre 2009, avec une mission destinée à identifier des pistes pour améliorer le financement des filières du coton, du riz, de la pomme de terre, de la mangue et de l'échalote.

➤ Des besoins insuffisamment couverts

■ **Premier constat, les importants besoins des filières agricoles sont insuffisamment couverts.** Ainsi, la filière Coton est pénalisée par l'incertitude sur le devenir de la CMDT (Compagnie malienne pour le développement des textiles) et de ses filiales, peu favorable au développement des financements des intrants coton. Quant à la filière Riz, son enjeu est de réduire l'imprévisibilité du prix de vente de la récolte, en favorisant le regroupement des agriculteurs en coopératives de taille suffisante pour peser sur le marché, investir dans des infrastructures de stockage et disposer d'une crédibilité réelle sur le plan financier. Dernier exemple, la filière Mangue a des besoins de financement pour la conservation, la transformation industrielle et la certification Qualité.

■ **Second constat, les financements sont inadaptés aux risques inhérents à l'agriculture :** volatilité des prix en cours d'année, aléas climatiques, ravageurs, etc. Les taux d'intérêt sont souvent trop élevés par rapport à la rentabilité de l'activité, et le niveau de garantie demandé n'est pas à la portée des agriculteurs.



Inscription de nouveaux membres à l'UCPZ - Bénin

➤ Comblent le fossé entre les bailleurs de fonds et les agriculteurs

■ **Principale piste identifiée par l'étude :** combler le fossé entre les bailleurs de fonds et les agriculteurs. Cela suppose, de la part du secteur bancaire, une connaissance plus approfondie du monde agricole, notamment à travers des formations qui améliorent la communication entre les acteurs – formation de responsables coopératifs sur la formulation des besoins de financement, et des interlocuteurs bancaires sur les caractéristiques des filières – et, du côté des agriculteurs, une meilleure maîtrise de la mise en marché, à travers le développement des coopératives et des moyens de stockage, pour améliorer l'éligibilité au financement.

■ **Enfin, l'étude propose des recommandations pratiques pour réduire le risque, améliorer la communication et stimuler les financements :** incitation des agriculteurs à se regrouper pour acquérir des moyens de stockage et de commercialisation, afin

de réduire la volatilité des prix ; initiatives structurantes pour réduire le risque de crédit, comme la création de fonds locaux de garantie et l'interdiction d'emprunt faite aux agriculteurs en impayé ; promotion de la responsabilité de la Banque nationale pour le développement agricole, et nouveau pilotage du secteur de la microfinance.

■ **En conclusion, les résultats de cette étude rejoignent la vision économique de FARM, et sa stratégie de soutien au développement des organisations de producteurs et de formation des responsables.** Ils sont un encouragement à se saisir de ces pistes d'action.

DEUX THÈSES EN COURS À LA FONDATION

■ FARM soutient deux thèses en Convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE). Ces travaux alimentent les réflexions et appuient l'orientation des projets de terrain.

L'APPLICATION DES TIC AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LES PED, EN PARTICULIER EN AFRIQUE DE L'OUEST

Pour FARM, l'objet de ce travail est de développer une approche d'intégration des TIC (Technologies de l'information et de la communication) à ses projets, dans un contexte où la diffusion limitée de ces technologies peut s'expliquer par des phénomènes culturels.

La thèse s'appuie sur deux bases théoriques. La première établit que les aspects socio-culturels spécifiques à une communauté sont plus déterminants pour l'appropriation des TIC que les aspects technologiques. La seconde est le modèle de « priorité aux agriculteurs » qui se traduit par un comportement de respect de l'utilisateur, transformant le bénéficiaire en partenaire. La méthodologie de recherche privilégie des entretiens informels et la participation à la vie sociale et agricole.

■ Le travail a été mené en trois temps. Après une première mission en Afrique de l'Ouest, en juin 2008, et un voyage d'étude de trois semaines en Inde, début 2009, une mission de six mois a eu lieu au Burkina Faso, dans la région de la Boucle du Mouhoun. Elle a permis de mener une étude qualitative auprès d'une quarantaine d'agriculteurs dans 18 villages.

■ Les premiers résultats ont été présentés au cours d'une conférence sur les modèles indiens dans les locaux de FARM, le 8 juin 2009, puis à Bordeaux, dans le cadre du symposium Netsuds 2009, en octobre. Il en ressort qu'au moins trois conditions doivent être réunies pour que les applications soient utilisables par les agriculteurs : un contenu pertinent, élaboré en partenariat avec les utilisateurs ; une interface technique simple, adaptée à une culture orale ; un médiateur humain légitime, chargé d'organiser la participation des acteurs locaux, afin qu'ils se sentent propriétaires du système.

FONDEMENTS ÉCONOMIQUES POUR LA DÉFINITION DE POLITIQUES AGRICOLES POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Ce travail part du constat qu'il n'existe pas de consensus sur les politiques agricoles à entreprendre, ni sur les outils pouvant guider les choix des décideurs politiques. La thèse est centrée sur deux questions : le rôle de l'agriculture dans le développement, et la justification d'une intervention de l'État.

Le contexte mondial a remis en question l'interprétation d'un certain nombre de faits stylisés concernant le secteur agricole et l'intervention publique. La thèse s'intéresse à la redéfinition des politiques publiques, elle devra montrer comment la science économique justifie l'existence de ces politiques dans le secteur agricole et peut appuyer leur définition dans les pays d'Afrique subsaharienne.

■ Du point de vue méthodologique, la thèse s'appuie sur des modèles d'équilibre général calculable, qui offrent un cadre d'analyse pour quantifier les impacts d'un choix de politique sectorielle sur l'ensemble de l'économie. Particulièrement adaptés à la modélisation des pays en développement, ils sont couramment utilisés et ont un poids important dans les décisions politiques.

■ Compte tenu des débats auxquels leurs résultats sont soumis, la thèse s'attachera à bien expliciter les hypothèses qui les sous-tendent et leurs conséquences sur les résultats et leur interprétation.



Conseil technique agricole à distance - Projet eSagu, Inde - Labour dans un champs - Bénin

■ FARM INVITE LE CLIMAT ET L'AGRICULTURE DURABLE AU SIA

Comme tous les ans, FARM a organisé sur son stand au salon international de l'Agriculture, du 27 février au 7 mars, de nombreuses rencontres avec le grand public et les donateurs.

> De Copenhague à Dédougou



Les intervenants de la conférence « De Copenhague à Dédougou »

Animée par Stéphane Paoli, la conférence du 1^{er} mars au matin a posé la question de la place de l'agriculture africaine dans les négociations sur le climat à différents intervenants : Emmanuel Guérin, directeur du programme Climat de l'IDDRI¹, Tiemoko Sangaré, ministre de l'Environnement et de l'Assainissement du Mali, Jean-Yves Grosclaude, directeur technique à l'Agence française pour le développement, l'économiste Christian de Perthuis², et Bernard Bachelier, directeur de FARM.

Il en ressort que l'accord de Copenhague, qui n'a pas été négocié par l'ensemble des pays présents, appelle à l'intégration des questions agricoles dans le régime post-Kyoto. Les pays africains soutiennent l'accord, tout en demandant fermement le maintien d'engagements contraignants de réduction des émissions pour les pays développés et la mise à disposition de financements nouveaux. En effet, l'Afrique ne bénéficie que de 2 % des financements dégagés par les MDP³, bien qu'elle soit un des continents les plus touchés par le réchauffement. Une partie de ces financements pourra provenir des bailleurs de fonds, qui devront favoriser de nouveaux modèles de développement moins consommateurs d'énergie, et une autre partie pourra être issue des marchés du carbone.

En conclusion, Bernard Bachelier a rappelé que l'enjeu de la préservation de l'environnement n'est pas incompatible avec l'augmentation de la production, nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique.

> Systèmes de production durables en Afrique de l'Ouest

La conférence de l'après-midi a posé la question de la durabilité environnementale des systèmes de production agricole face à la nécessité d'augmenter significativement la production agricole d'ici à 2050. Comment maîtriser les risques de pollution pour éviter que la situation n'empire ?

Autour de Bernard Bachelier, Patrick Dugué, chercheur du CIRAD et auteur d'un rapport sur L'évaluation environnementale des projets vivriers (voir p.15), Soumabéré Dioma, secrétaire exécutif de l'UGCPA⁴, Jean-Jacques Boutrou, directeur d'AVSF⁵ et Hervé Lejeune, sous-directeur général de la FAO, ont confronté leurs points de vue. La journée s'est conclue par la projection du film « L'Union de la Boucle du Mouhoun, modèle de coopération de paysan à paysan au Burkina Faso », commenté par ses auteurs, Soumabéré Dioma et le journaliste Ernest Kambiré.



Hervé Lejeune, sous-directeur général de la FAO – Patrick Dugué, CIRAD – Soumabéré Dioma, secrétaire exécutif de l'UGCPA – Jean-Jacques Boutrou, directeur d'AVSF

> Rencontre « Sécurité alimentaire, au-delà de l'urgence »



Intervenants et animateur de la rencontre « Sécurité alimentaire, au-delà de l'urgence »

Le 3 mars, à l'occasion de la parution du dernier numéro de *Courrier de la planète*, FARM et la rédaction de la revue ont organisé une rencontre débat sur les enjeux de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. La rencontre a rassemblé plus de 50 personnes sur le stand de FARM au SIA.

Elle était animée par le rédacteur en chef de *Courrier de la planète*, Damien Conaré, et a réuni quatre intervenants : Arlène Alpha du GRET (Groupe de recherche et d'échanges technologiques), Lionel Guezodjé, agriculteur partenaire de FARM au Bénin, Sujiro Seam, du ministère des Affaires étrangères et européennes, et Bernard Bachelier, de FARM.



OPÉRATIONS

DES PROJETS PILOTES : EXPÉRIMENTER LES APPROCHES, VALORISER LES SAVOIR-FAIRE, APPUYER LES RECOMMANDATIONS PAR LES RÉALITÉS DE TERRAIN, EN DIALOGUE PERMANENT AVEC LES ÉTUDES.



■ LES PROJETS VIVRIERS ENTRENT DANS UNE NOUVELLE PHASE

À la fin de l'année 2009, FARM soutient sept organisations professionnelles agricoles pour renforcer la sécurité alimentaire de cinq pays d'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Ghana, Mali, Togo. En 2010, l'appui de FARM bénéficiera à plus de 1 700 petits agriculteurs.

LA DÉMARCHE PRO-BUSINESS

L'objectif des projets vivriers de FARM, localisés en Afrique de l'Ouest, est d'augmenter durablement la production locale de céréales et sa commercialisation sur les marchés locaux. Pour cela, ses projets s'inscrivent dans une approche économique des fonctions des organisations de producteurs.

Sa démarche consiste à appuyer dans la durée des organisations déjà structurées et qui souhaitent développer des services à leurs membres, dans le respect de la démocratie interne, et de la transparence de la gestion.

L'appui de FARM comprend deux volets principaux :

- L'accès au crédit et la mise en relation avec des institutions financières pour faciliter l'accès des paysans à des moyens de production ;
- Des formations techniques et de gestion pour les producteurs et les responsables.

En favorisant l'accès au financement, les projets vivriers visent à permettre à l'activité agricole de dégager des marges assurant l'autonomie des groupements agricoles.



Atelier de travail à l'union des producteurs de Dédougou - Burkina Faso

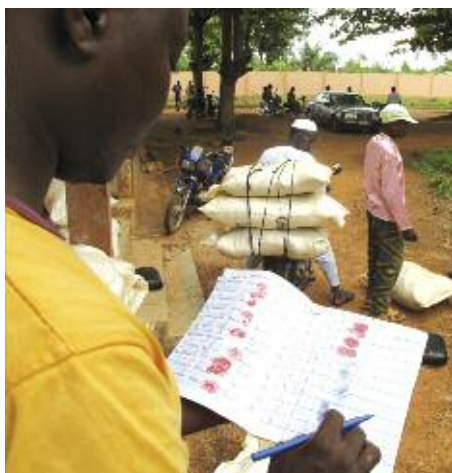
➤ FARM poursuit son engagement auprès des organisations de producteurs

En 2009, le bilan agronomique des projets est positif. En revanche, le bilan du fonctionnement des filières varie en fonction du niveau de structuration et de maturité des groupements.

MALI → A Tongorongo, les rendements obtenus lors de la campagne agricole 2009-2010 ont été de 1,4 t/ha en moyenne, contre 1 t/ha sur les parcelles hors projet FARM. Néanmoins, le remboursement des crédits s'est heurté à quelques difficultés qui s'expliquent plutôt par des problèmes de gestion, internes au groupement. Pour les résoudre, FARM a financé deux formations dispensées par des organismes maliens : l'une à destination des membres de l'association Djam Walde sur l'utilisation des étuveuses à riz, et la gestion des dépenses et des recettes des équipements ; l'autre à destination des producteurs de riz sur la gestion de l'approvisionnement en intrants, la commercialisation du riz et la structuration de l'organisation. Ces formations ont commencé en janvier 2010.

BURKINA FASO → A Dédougou, les rendements en maïs de la campagne agricole de l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA-BM) ont atteint 2,4 t/ha en moyenne (contre 1,7 t/ha de moyenne régionale) et ceux du sorgho 1,4 t/ha (contre 1,1 t/ha de moyenne régionale). La quantité de céréales collectée s'est élevée à plus de 2 000 tonnes pour l'ensemble des membres de l'UGCPA.

FARM a appuyé plusieurs initiatives de l'Union. D'une part, elle a financé la construction d'un magasin de stockage des engrais pour permettre à l'UGCPA de répondre à la demande croissante de ses membres et les fidéliser. D'autre part, FARM a appuyé l'Union, pour lui donner la possibilité de s'engager, avec une quarantaine de producteurs, dans la création de filières semencières en sorgho et maïs. Enfin, FARM subventionne la mise en place d'un service de conseil à l'exploitation familiale, sur la base de l'accompagnement des exploitants par un agriculteur conseil pendant la campagne.



Distribution d'engrais - Bénin



Égrainage du maïs dans la vallée du Sourou - Burkina Faso

→ A Di, les rendements obtenus par les producteurs de la Société coopérative, structurée et épaulée par l'Autorité de mise en valeur de la vallée du Sourou (AMVS) ont atteint 2,9 t/ha en moyenne sur les périmètres. En 2009, FARM a doublé son champ d'action, qui a donc concerné deux périmètres irrigués, soit 141 ha, et 49 producteurs. FARM a en outre financé des formations d'alphabétisation fonctionnelle et de « discipline coopérative ».

→ Enfin, à Koutiala, la Coopérative des exploitants motorisés de Koutiala (CEMK), a pu collecter et commercialiser près de 150 tonnes de céréales en 2009-2010. L'AFDI de l'Aveyron a poursuivi son accompagnement de la coopérative avec des missions d'appui à la structuration de la coopérative et à la mise en place de nouveaux services qui seront soutenus financièrement par FARM lors de la campagne agricole 2010.

➤ Donner un élan nouveau aux projets vivriers

En 2009, le soutien des mécènes a permis de faire démarrer trois nouveaux projets, au sud du Bénin (Zogbodomey), au nord du Ghana anglophone, et au nord du Togo. Lors de la réunion à la fin de la campagne agricole 2009, tous les mécènes se sont engagés à reconduire leur financement pour la campagne agricole 2010.

Dans le sud du Bénin, FARM a répondu à la demande de l'Union communale des producteurs de Zogbodomey (UCPZ), structure qui fonctionne en interaction avec les services agricoles de l'État et une institution de microfinance, en appuyant 252 producteurs pour la culture du riz et du maïs. Elle a notamment soutenu l'achat d'engrais et de semences, et la mise en place d'une ligne de « crédit de campagne » pour payer de la main-d'œuvre. Le bilan de la première campagne est très positif : de 0,85 à 2,4 t/ha pour le maïs, grâce aux semences améliorées et à l'utilisation des engrais, et de 2,8 à 3,2 t/ha pour le riz.

■ Une subvention complémentaire a financé des formations sur les itinéraires techniques, ainsi que l'étude de faisabilité de la mise en place d'un système de crédit stockage (*warrantage*). Ce type de crédit permet de commercialiser en commun au moment où le prix offert par le marché est intéressant. Cette filière de commercialisation, qui n'existait pas en 2009 faute d'infrastructures matérielles et financières appropriées, sera opérationnelle en 2010.

■ Second projet lancé en 2009, l'appui à la Peasant Farmers Association of Ghana est une première de FARM dans un pays anglophone. La PFAG est une association d'envergure nationale de 25 000 membres, et FARM est intervenue dans des villages aux alentours de la ville de Tamale, auprès de neuf groupements de producteurs et de productrices de soja pour l'alimentation humaine. En mettant à leur disposition un fonds de roulement, FARM les a aidés à financer un prestataire pour les labours motorisés, ainsi que pour l'achat de semences et de produits phytosanitaires. En outre, une subvention a permis de dispenser des formations sur les itinéraires techniques et sur la gestion économique des exploitations. Les premiers résultats en termes de rendements sont encore très variables – de 0,3 à 1,4 t/ha – du fait de la diversité des compétences techniques et de la situation des parcelles. La PFAG a commercialisé près de 24 tonnes de soja avec une usine de transformation locale.



Groupe de femmes devant leur magasin de stockage de céréales - Togo

Enfin, FARM est intervenue à Dapaong, au nord du Togo, avec l'Union régionale des organisations de producteurs de céréales de la région des Savanes (UROPC – S). En partenariat avec Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) et une ONG togolaise, INADES, qui ont proposé le projet, FARM a soutenu 200 producteurs et productrices en finançant un fonds de garantie pour dégager une ligne de crédit stockage. Utilisée en fin de récolte, elle a permis aux producteurs de stocker 66 tonnes de céréales, en touchant une première rémunération dans l'attente de la commercialisation. Des formations sur l'utilisation des crédits stockage, la gestion des groupements et la gestion intégrée de la fertilité des sols ont également été financées. En 2010, un fonds de garantie pour l'achat d'intrants sera mis en place.

Globalement ces nouveaux projets élargissent la démarche de FARM à la dimension de la commercialisation, à travers le crédit stockage au Bénin et au Togo. Par ailleurs, ils s'inscrivent dans la volonté de tester la

démarche de FARM dans différents écosystèmes, comme au Bénin, ou dans des contextes institutionnels différents, comme au Ghana, afin de créer des références.

FARM SOUTIENT LE GUIDE DE L'ENTREPRISE BIOLOGIQUE

L'IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movements) publie *Le Guide de l'Entreprise biologique*. FARM a contribué à la traduction, la mise en page et l'impression de la version française. La production et la vente de produits biologiques sont en augmentation constante dans les pays à faibles et moyens revenus, car elles permettent aux petits exploitants d'augmenter leurs revenus tout en gérant leur terre d'une façon plus durable, mais aussi d'accéder à des marchés locaux et internationaux prometteurs. Ce guide est destiné à aider tous ceux qui sont engagés dans le lancement et le développement d'entreprises biologiques avec des petits exploitants. L'objectif est de fournir des éléments pratiques pour développer des initiatives économiquement viables dans le domaine de la production biologique.



UN PRODUIT PARTAGE AVEC TOILES DE MAYENNE POUR SOUTENIR LA PRODUCTION DE COMPOST AU BURKINA FASO



Transport de coton - Burkina Faso



Fosse compostière - Burkina Faso



Métier à tisser à Fada N'Gourma - Burkina Faso

En juin 2009, Toiles de Mayenne et FARM ont décidé de répondre à la demande d'appui des producteurs de coton de l'est du Burkina Faso pour la production de fumure organique, dans le cadre d'un contrat de Produit Partage : une partie des bénéfices réalisés par Toiles de Mayenne sur la gamme de tissus d'aménagement dits "à matière éco-responsable" est reversée à FARM pour la mise en œuvre du projet.

A la base de la culture biologique, la fumure organique est également indispensable pour pérenniser la fertilité des terres dans les itinéraires techniques utilisant des engrais minéraux.

Le projet comporte des formations (fertilité des sols, construction des fosses compostières, production de compost) dispensées par l'Association burkinabé faune et développement au Burkina (AFAUDEB), et la fourniture du matériel nécessaire à la construction et à la stabilisation des fosses, ainsi qu'à la production et au transport du compost. Suite à une mission effectuée par les deux bénévoles qui accompagnent le projet – une nouveauté chez FARM – il a démarré début 2010, avec les premières formations qui ont eu lieu dans le village de Kikidempo.

■ L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS VIVRIERS

Croisant ses deux missions de laboratoire de réflexion et de centre d'initiatives de terrain, FARM a mené un important travail en étroite collaboration avec le CIRAD pour évaluer l'impact environnemental à terme des projets vivriers conduits en Afrique de l'Ouest.

► Evaluer la durabilité des systèmes de production soutenus par FARM au Mali et au Burkina Faso

L'étude commanditée par FARM à Patrick Dugué, chercheur du CIRAD, et finalisée en 2009, poursuit quatre objectifs :

- 1 > identifier des systèmes de culture durable basés sur une gestion raisonnée et responsable de l'intensification en intrants chimiques et organiques, en consultation avec les groupements et les producteurs ;
- 2 > établir une méthode d'application de ces systèmes de culture associant les producteurs ;
- 3 > sélectionner des indicateurs clés pour mesurer l'impact environnemental des actions d'intensification menées dans le cadre des projets soutenus par FARM ;
- 4 > formuler des recommandations concernant le dispositif de suivi-évaluation environnemental à mettre en œuvre dans une perspective d'extension des actions à d'autres agriculteurs au sein des groupements.

► Suivi et évaluation à l'UGCPA

À la suite du rapport préliminaire remis en février 2009, l'UGCPA a souhaité étudier l'application des recommandations, ainsi que la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation de l'approvisionnement en intrants et de la commercialisation des céréales avec l'appui d'un collaborateur de FARM sur place. Après un travail préalable avec des élus locaux et des salariés de l'UGCPA pour définir le périmètre de l'étude, des enquêtes ont été menées entre août et octobre 2009 auprès de 37 exploitations agricoles, réparties dans quatre zones d'action de l'UGCPA.

Une synthèse des résultats et de l'analyse de ces enquêtes a été faite à Dédougou, le 2 décembre, devant les instances de l'Union. Elle a mis l'accent sur plusieurs constats : les disparités en termes d'utilisation des engrais et de production de la fumure organique ; l'intensification nette en engrais sur la culture du sorgho grâce à la fourniture d'intrants par l'UGCPA ; et la faiblesse relative du recyclage de la biomasse, qui est loin de permettre l'utilisation du potentiel agronomique disponible.



Par ailleurs, cette mission d'appui a permis de redéfinir des objectifs de suivi-évaluation et les indicateurs correspondants pour la campagne agricole 2009-2010. Les données nécessaires ont été collectées en août-septembre 2009, puis en janvier-mars 2010. À partir de cette mission, l'UGCPA a proposé de déployer, en 2010, un plan d'action agro-environnemental comportant une subvention pour l'achat de petit matériel pour fabriquer de la fumure organique et pour des voyages d'échange au Mali afin d'étudier l'utilisation de la biomasse compostée. De plus, un budget spécifique est prévu pour le suivi et l'évaluation des indicateurs environnementaux et socio-économiques (approvisionnement en intrants, commercialisation des céréales, etc.).

Plus généralement, cette mission constitue un premier travail d'élaboration d'indicateurs économiques, sociaux et environnementaux applicables aux projets vivriers de FARM.

■ EXTENSION DU « RÉSEAU DES IRRIGANTS MÉDITERRANÉENS »

En avril 2009, FARM a été invitée au salon de l'Agriculture du Maroc, à Meknès, à l'occasion d'une conférence sur les agricultures familiales organisée par le ministère de l'Agriculture du Maroc. Cette conférence a permis de présenter le bilan de la phase pilote du projet de Réseau des irrigants méditerranéens (RIM) soutenu par la Fondation.



Canal d'irrigation au Moyen Sébou - Maroc – Visite des champs - Maroc – Périmètre irrigué au Moyen Sébou - Maroc

Elle a réuni un public d'agriculteurs, de chercheurs et de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture autour d'un projet qui est l'une des priorités du plan Maroc vert. Ce plan a pour objectif le soutien à l'agriculture familiale, il comporte des formations, l'appui des organisations de producteurs, coopératives ou associations d'irrigants, et la création d'un centre national de ressources pour la petite agriculture. Le projet RIM témoigne de la grande convergence entre la démarche marocaine et l'approche de FARM, ainsi que de l'aspect structurant de la question de l'eau au Maghreb.

■ Dans sa phase pilote, qui s'est déroulée en 2008, le projet RIM avait consisté en quatre modules de formation, construits avec l'implication des enseignants de l'Ecole nationale d'agriculture de Meknès et des chercheurs du CIRAD, avec le soutien de FARM et du ministère français des Affaires étrangères et européennes. Il avait bénéficié à 80 responsables agricoles de différentes régions du Maroc, regroupés dans l'association Raccord (*Réseau d'accompagnement des coopératives agricoles et organisations rurales pour le développement*). Les modules de formation avaient été élaborés de manière participative sur les thèmes suivants : l'irrigation au goutte-à-goutte, les associations d'irrigants et la gestion collective de la ressource en eau, et l'adaptation des systèmes de culture en lien avec les techniques d'irrigation économes en eau (maraîchage, olivier, maïs, ensilage). Le dernier module, qui portait sur la dynamique de groupe, avait été organisé directement par Raccord.

■ En avril 2009, le bilan de cette phase pilote faisait apparaître les points forts du projet : l'accompagnement de la prise de responsabilité des agriculteurs, qui ont progressivement assuré l'organisation des formations ; l'association de formateurs d'horizons variés (profession agricole, recherche, enseignement, bureaux d'études) ; et la « co-construction » des modules avec les agriculteurs, à travers une démarche participative.

- Sur la base de ces résultats, une seconde phase du projet a été élaborée en 2009 et lancée en 2010 avec le soutien de FARM.

Le rôle du réseau Raccord, qui prendra directement en charge l'organisation des formations, est renforcé, soutenant ainsi la dynamique des groupements de producteurs. Par ailleurs la dimension régionale du projet à l'échelle du Maghreb sera développée.

Cette seconde phase sera structurée autour de trois axes :

- 1 ► le déploiement des formations de la première phase à l'échelle locale dans les différentes régions du Maroc, mené par les organisations membres de Raccord, et qui bénéficiera à 150 agriculteurs ;
- 2 ► un projet pilote d'Université paysanne pour appuyer une cinquantaine de responsables agricoles dans la conception, l'étude et la mise en place de projets concrets dans le domaine des systèmes d'irrigation économes en eau et permettant des cultures à forte valeur ajoutée ;
- 3 ► le lancement de formations en Algérie, en partenariat avec l'Ecole nationale supérieure d'agriculture d'Alger et un bureau d'études algérien. Les formations auront lieu dans le Bas Cheliff et dans la Mitidja, au bénéfice d'une cinquantaine d'agriculteurs.

OPÉRATIONS

■ L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL : DONNER UNE PRIORITÉ AUX TECHNIQUES À COÛT ABORDABLE POUR LES MÉNAGES



Latrines scolaires à deptkedougou - Sénégal

L'accès à l'assainissement en zone rurale au Sahel accuse un retard considérable par rapport aux Objectifs du Millénaire pour le développement, dont l'un est de diminuer par deux, d'ici à 2015, la proportion de gens qui n'ont pas accès aux équipements d'assainissement de base.

■ Aujourd'hui, en Afrique subsaharienne, 65 % de la population en sont privés, avec tous les impacts négatifs que cela entraîne en termes d'environnement, de santé (diffusion de maladies par les insectes), et de développement économique en milieu rural. C'est donc un sujet qui est au cœur de la stratégie Eau de FARM.

■ FARM a commandé avec le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP), le ministère des Affaires étrangères et européennes, et l'agence de l'Eau Seine-Normandie, une étude réalisée par l'ONG Eau vive sur les techniques d'assainissement à coût abordable en milieu

rural au Sahel. A partir du constat que les programmes d'équipement subventionnés n'exercent pas d'effet d'entraînement, la question était de définir les conditions d'un marché pérenne fondé sur la demande des populations et l'offre des opérateurs locaux, afin de permettre l'équipement en latrines.

■ La méthode de l'étude a reposé sur l'analyse des programmes subventionnés et sur des enquêtes conduites dans quatre pays : le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et le Niger. Les résultats intermédiaires ont été présentés aux autorités de ces pays, lors d'un atelier qui s'est tenu à Ouagadougou, en décembre 2009. Les conclusions définitives, qui intéressent les acteurs étatiques, les élus des villages, les ONG qui les appuient, les bureaux d'études et les bailleurs de fonds, ont été rendues publiques en mars 2010.

■ Elles soulignent trois points : d'abord, que le rythme actuel d'installation des équipements ne permettra pas d'atteindre les Objectifs du Millénaire ; ensuite, que le frein principal à l'équipement des ménages est le coût de l'équipement, et non la méconnaissance de son utilité ; enfin, qu'il existe des modèles de latrines qui permettent de baisser les coûts, tout en répondant aux normes d'hygiène.

Cette étude ouvre des pistes de réflexion et de projets opérationnels pour FARM et ses partenaires, notamment autour des systèmes de financement permettant d'appuyer la demande des ménages.

■ LE MÉCÉNAT SOUTIENT FARM

Les fondateurs de FARM – Crédit Agricole S.A., qui est également mécène, GDF-Suez, le groupe Casino, Limagrain Vilmorin, Air France et l'Agence française de développement – lui donnent les moyens de son fonctionnement et lui permettent de jouer son rôle de laboratoire d'idées, capitalisant savoir-faire et compétences. Mais ses projets opérationnels, qui font partie intégrante de sa mission, dépendent des ressources que lui apportent les mécènes.



> Les mécènes et la crise alimentaire

Grâce à la mobilisation rapide de ces mécènes, et à la réactivité permise par l'utilisation de fonds privés, FARM a pu répondre en quelques mois, lors de la crise alimentaire de 2008, aux besoins de centaines d'agriculteurs d'Afrique de l'Ouest et obtenir des résultats dès la campagne agricole 2008-2009. Aujourd'hui, cet appui se poursuit et se développe grâce au renouvellement de l'engagement des mécènes.

■ En outre, les financements privés permettent de répondre au plus près des besoins des agriculteurs soutenus, qui sont choisis parmi ceux qui peuvent dégager des excédents de production susceptibles d'être commercialisés. Après étude de leurs besoins, des solutions spécifiques leur sont apportées, dans le cadre d'un partenariat inscrit dans la durée.

■ Enfin, la mutualisation des moyens des mécènes augmente l'impact des contributions sur le terrain et assure le respect de l'intérêt public de la mission de FARM : les actions servent uniquement les bénéficiaires, sans aucune interférence avec les activités commerciales des mécènes.

> Le rôle des donateurs particuliers

A côté des entreprises, FARM fait appel aux dons des particuliers pour plusieurs raisons : d'abord à cause de l'importance de l'enjeu, qui justifie l'engagement de chacun ; ensuite, à cause de la spécificité de son approche : visant à développer dans la durée les fonctions économiques des organisations de producteurs, elle appelle un financement de long terme, fondé sur la participation d'un très grand nombre de donateurs particuliers et fidèles. Pour FARM, tous les dons sont importants, l'enjeu étant qu'ils soient aussi nombreux que possible pour accompagner le plus grand nombre de paysans africains.

LES AMIS DE FARM

Ils soutiennent les activités par des contributions en nature ou des apports financiers ciblés. Ce sont, à titre personnel, Christian de Boissieu, président délégué du Conseil d'analyse économique, et Erik Orsenna, de l'Académie française ; et, en tant qu'institutions, l'AFEID (Association française pour l'eau, l'irrigation et le drainage), le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), le GNIS (Groupement national interprofessionnel des semences et des plants) et Sofiprotéol, établissement financier de la filière française des huiles et protéines végétales, représenté au conseil d'administration par Xavier Beulin.

► La journée du 14 octobre : une occasion de présenter les résultats et de remercier les mécènes

La réussite des actions de FARM tient d'abord aux personnes qui les ont portées. En plus des réunions trimestrielles de suivi des projets, auxquelles participent les entreprises mécènes, tous les donateurs ont été invités par FARM à une rencontre destinée à mettre en valeur leurs motivations, à présenter les résultats des deux premières campagnes agricoles, et montrer, comment cette démarche construit des références.



René Carron, président de FARM, et Bernard Bachelier, directeur de FARM



Stéphane Le Moing, chef du service des Relations internationales au ministère français de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche



Ludovic Larbodière, AVSF – Lionel Guezodjé, UCPZ Billy Troy, FARM



Denis Tardit, président de Syngenta Agro SAS, et Vincent Gros, président de BASF Agro



François Traoré, président d'honneur de l'AProCA (Association des Producteurs de Coton Africains)



Erik Orsenna, vice-président de FARM

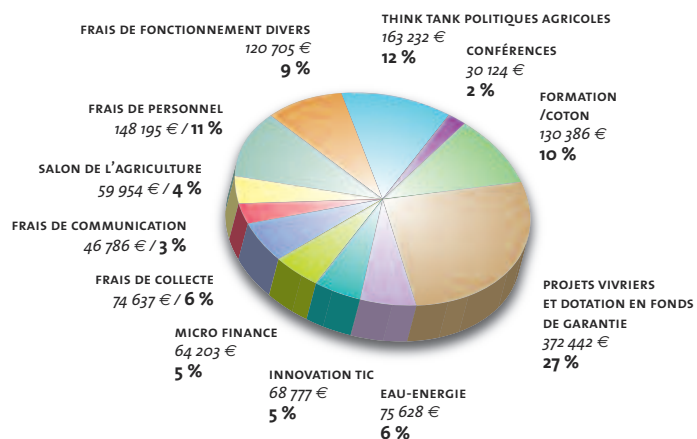
Après avoir été accueillis par René Carron, président de FARM et de Crédit Agricole S.A., les invités ont entendu Stéphane Le Moing, chef du service des Relations internationales au ministère français de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, sur le partenariat mondial en faveur de la sécurité alimentaire, et Bernard Bachelier, directeur de FARM, sur les nouvelles propositions pour la sécurité alimentaire.

Billy Troy, coordinateur des projets opérationnels de FARM, a rendu compte des résultats de la mobilisation des donateurs. Les deux nouveaux projets de 2009 ont été présentés par Lionel Guezodjé, président de l'Union des producteurs de Zogbodomé (Bénin), et Ludovic Larbodière, directeur des opérations de développement d'Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF).

La rencontre s'est conclue avec les témoignages de Vincent Gros, président de BASF Agro, sur l'engagement des donateurs et des mécènes, de François Traoré, responsable agricole burkinabé, de Marianne Bosshein, donatrice particulière engagée aux côtés de FARM, et d'Erik Orsenna, de l'Académie française, vice-président de la fondation.

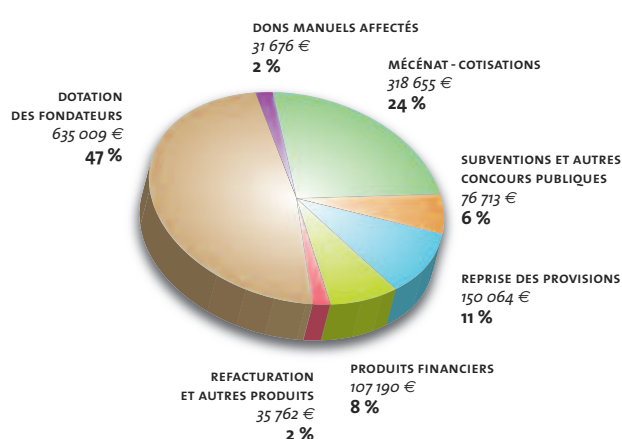
COMPTES D'EMPLOIS ET DE RESSOURCES 2009

EMPLOIS



TOTAL : 1 355 069 EUROS

RESSOURCES



TOTAL : 1 355 069 EUROS

■ L'ÉQUIPE THE STAFF



Bernard Bachelier

Directeur
Director

00 33 (0)1 43 23 61 98
bernard.bachelier@fondation-farm.org



Eric Lesieur

Gestionnaire
Administrative Manager

00 33 (0)1 57 72 32 13
eric.lesieur@fondation-farm.org



Jean-Jacques Baraër

Chargé de mission
Project Manager

00 33 (0)1 43 23 74 33
jean-jacques.baraer@fondation-farm.org



Bruno Martin

Webmaster
Webmaster

00 33 (0)1 43 23 65 02
bruno.martin@fondation-farm.org



Cecilia Bellora

Adjointe au directeur
Chef de projet – Politiques agricoles
*Adjunct to the Director
Agricultural policies – Project manager*

00 33 (0)1 43 23 68 14
cecilia.bellora@fondation-farm.org



Eric Pasquati

Chef de projet – TIC, doctorant
ICT – Project manager, PhD

00 33 (0)1 57 72 13 54
eric.pasquati@fondation-farm.org



Mathilde Douillet

Chargée d'études – Politiques agricoles
Research analyst – Agricultural policies, PhD

00 33 (0)1 57 72 13 55
mathilde.douillet@fondation-farm.org



Patricia Raffin

Assistante du directeur
Assistant to the Director

00 33 (0)1 57 72 07 19
patricia.raffin@fondation-farm.org



Pierre Girard

Chef de projet – Vivrier
Food production – Project leader

00 33 (0)1 43 23 00 17
pierre.girard@fondation-farm.org



Solange Salva

Chargée de gestion administrative
Assistant

00 33 (0)1 57 72 20 55
solange.salva@fondation-farm.org



Sophie Kamech

Documentaliste
Librarian – documentalist

00 33 (0)1 43 23 44 24
sophie.kamech@fondation-farm.org



Billy Troy

Adjoint au directeur
Chef de projet – Eau
*Adjunct to the Director
Water – Project manager*

00 33 (0)1 43 23 00 10
billy.troy@fondation-farm.org



Fabrice Larue

Chef de projet – Financement
et gestion des filières
*Financing and Management of Value Chains
Project Leader*

00 33 (0)1 57 72 09 78
fabrice.larue@fondation-farm.org

■ PUBLICATIONS

PUBLICATIONS DE FARM

- L'Imparfaite transmission des prix mondiaux aux marchés agricoles d'Afrique subsaharienne (*english translation available*)
David-Benz H., Diallo A., Lançon F., Meuriot V., Rasolofo P., Temple L., Wane A., FARM, 2009.
- Efficacité des politiques de stabilisation des prix alimentaires en Afrique subsaharienne : le cas du Mali (*english translation available*)
Galtier F., Diakité L., Diarra S., FARM, 2009.
- Étude d'évaluation environnementale et du développement des systèmes de production durables dans le cadre du soutien à la production vivrière au Mali et au Burkina Faso
Dugué P., FARM, 2009.
- Une approche « pro-business » pour promouvoir les fonctions économiques des organisations agricoles (*english translation available*)
Bachelier B., 2009.
- Face à la crise, le Fonds monétaire international (FMI) change son approche - 2009.
- Note de lecture du dossier « Forces et faiblesses des politiques agricoles » de la revue *Politique étrangère* - 2009.
- Pour une meilleure diffusion des ouvrages d'assainissement en milieu rural sahélien
80 propositions concrètes, FARM, Eau Vive, AESN, SIAAP, MAEE, 2010.

PUBLICATIONS DANS DES REVUES OU PUBLICATIONS D'OUVRAGES

- Exclusion et liens financiers : Microfinance pour l'agriculture des pays du Sud
Rapport 2008-2009, Morvant-Roux S., éd. Economica, 2009.
- Baisse des investissements dans l'agriculture et crise alimentaire
Bellora C. & Douillet M., Revue politique et parlementaire n° 1051, 2009.
- Les Producteurs du Sud face à la complexité des marchés
Bellora C. & Douillet M., Techniques financières et développement n° 94, 2009.
- La motorisation est-elle utile aux exploitations familiales du bassin cotonnier malien ?
Girard P. & Dugué P., Grain de sel n° 48, 2009.
- Entre sécurisation des droits fonciers et accaparement des terres
Bellora C. & Douillet M., La Propriété privée rurale n° 393, 2010.
- La Démarche « pro-business » de la fondation FARM
Bachelier B., La Propriété privée rurale n° 393, 2010.
- Aspects socioculturels des usages des TIC dans le développement rural en Afrique
Pasquati E., Communication & langages n° 163, mars 2010, pp 107-119

LE SITE ÉLECTRONIQUE DE FARM DEVIENT INTERACTIF

Deux nouveaux blogs ont été lancés, l'un détaille les avancées du projet soutenu par le produit partage de Toiles de Mayenne, l'autre est un « espace d'expression et de dialogue direct, exempt de formalisme » rédigé par le directeur de FARM, Bernard Bachelier. Les pages du site internet se sont en outre enrichies des textes de personnes proches de la fondation, telles qu'Hervé Bichat ou Michel Petit, regroupés dans un « espace de parole », ouvert aux commentaires. L'objectif est de favoriser les échanges avec les internautes et les utilisateurs du site de FARM.

FARM'S WEBSITE GOES INTERACTIVE

Two new blogs have been launched: one detailing the progress of the project supported by Toiles de Mayenne's charity product and one written by FARM's director, Bernard Bachelier, as "an informal space for expressing views and direct dialogue". The website's pages now also include contributions from people close to the foundation, including Hervé Bichat and Michel Petit, which feature in a "dialogue space" open to comments.

The objective is to promote exchanges with Internet users and FARM site users.



■ INSTANCES DE FARM THE FOUNDATION'S BODIES

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION COMPOSITION OF THE BOARD OF DIRECTORS

COLLÈGE DES FONDATEURS FOUNDERS'S COLLEGE

- René Carron, Président du conseil d'administration - *Chairman of the Board of Directors*
- Jean-Louis Blanc, Directeur du développement France de GDF-Suez, trésorier - *Director of Development-France for GDF-Suez, Treasurer*
- Jean-Yves Grosclaude, Directeur technique opérationnel à l'Agence française de développement (AFD) - *Operational Technical Director at the French Development Agency (AFD)*
- Jean-Claude Guillon, Directeur de la stratégie et de la communication du groupe Limagrain - *Strategy and Communication Director for the Limagrain Group*
- Claude Risac, Directeur des relations extérieures du groupe Casino - *External Relations Director for the Casino Group*

COLLÈGE DES AMIS DE LA FONDATION COLLEGE OF FRIENDS OF THE FOUNDATION

- Erik Orsenna, Académicien, Conseiller d'État, Vice-Président du conseil d'administration - *member of the Académie Française, Councillor of State, Deputy Chairman of the Board of Directors*
- Christian de Boissieu, Président du Conseil d'analyse économique (CAE) et du Conseil de stratégie pour l'agriculture et l'agro-industrie durable (CSAAD) - *Chairman of the Council for Economic Analysis (CAE) and the Strategy Council for Sustainable Agriculture and Agroindustry (CSAAD)*
- Xavier Beulin, Président de Sofiprotéol et Vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) - *Chairman of Sofiprotéol and Deputy Chairman of the National Federation of Farmers' Unions (FNSEA)*

COLLÈGE DES PERSONNALITÉS QUALIFIÉES COLLEGE OF EMINENT PERSONS

- Jean-Paul Betbèze, Professeur des universités, Chef économiste de Crédit Agricole S.A., Secrétaire du conseil d'administration - *University professor, Chief Economist for Crédit Agricole S.A., Secretary of the Board of Directors*
- Sylvie Brunel, Géographe, Professeur à l'université de la Sorbonne - *Geographer, Professor at the Sorbonne*
- Michel Camdessus, ancien Gouverneur de la Banque de France et ancien Directeur Général du Fonds monétaire international (FMI) - *former Governor of the Bank of France and former Director-General of the International Monetary Fund (IMF)*
- Christiane Lambert, Vice-présidente de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) - *Deputy Chairwoman of the National Federation of Farmers' Unions (FNSEA)*
- Hervé Lejeune, Inspecteur général de l'agriculture, Sous-directeur général de la FAO - *General Inspector of Agriculture, FAO Assistant Director General*
- Carlo Trojan, Président de l'International Food and Agricultural Trade Policy Council (IPC) - *Chairman of the International Food and Agricultural Trade Policy Council (IPC)*

COMPOSITION DU CONSEIL SCIENTIFIQUE COMPOSITION OF THE SCIENTIFIC BOARD

- Michel Petit Professeur à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (IAMM) - Président du conseil scientifique - *Professor at Montpellier Mediterranean Agronomic Institute (IAMM) – Chairman of the Scientific Board*
- Jean-Christophe Debar, Directeur d'Agri-US Analyse - Vice-président du conseil scientifique - *Director of Agri-US Analyse Deputy Chairman of the Scientific Board*
- Jean-Paul Azam, Professeur à l'université de Toulouse I, Directeur de l'atelier de recherche quantitative appliquée au développement - *Professor at the University of Toulouse I, Director of the Workshop on Development-Applied Quantitative Research*
- Antoine Bouët, Professeur agrégé d'économie, Chercheur senior à l'International Food Policy Research Institute (IFPRI, Washington) - *Associate Professor of Economics, Senior Researcher at the International Food Policy Research Institute (IFPRI, Washington)*
- Henri Carsalade, Président d'Agropolis International et d'Agropolis Fondation - *Chairman of Agropolis International and the Agropolis Foundation*
- Alia Gana, Professeur de sociologie rurale à l'université de Tunis (Tunisie) et de Paris X (France) - *Professor of Rural Sociology at the University of Tunis (Tunisia) and Paris X (France)*
- Suresh Gokhalé, Vétérinaire, Vice-président de la Bharatiya Agro Industries Foundation (BAIF, Inde) - *Vet, Deputy Chairman of Bharatiya Agro Industries Foundation (BAIF, India)*
- Oumar Niangado, Docteur en amélioration des plantes, ancien Directeur d'études rurales du Mali, Délégué au Mali de la Fondation Syngenta pour une agriculture durable - *Doctor of plant breeding, former Malian Director of Rural Studies, Malian delegate of the Syngenta Foundation for Sustainable Agriculture*
- Marcelo Regunaga, Vice-président de l'International Policy Council on Food and Agricultural Trade - *Deputy Chairman of the International Policy Council on Food and Agricultural Trade*
- Alain Retière, Directeur de CLIMSAT au sein du programme des Nations unies pour le développement (PNUD) - *Director of CLIMSAT in the framework of the United Nations Development Programme (UNDP)*
- Marie-Andrée Tall, Présidente de l'association Afrique agroexport (AAFEX), Directrice de Fruitaies (Sénégal) - *Chair of the African association AgroExport (AAFEX), Director of Fruitaies (Senegal)*
- Eugene Robert Terry, Membre du Conseil d'administration de l'African Agricultural Technology Foundation (AATF, Kenya) - *member of the Board of Directors of the African Agricultural Technology Foundation (AATF, Kenya)*

FARM REMERCIE :

Crédit Agricole S.A.

Le ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche

Le centre de coopération internationale
en recherche agronomique pour le développement

ainsi que ses Donateurs et Mécènes

pour le soutien apporté au cours de l'année 2009

FARM WISHES TO THANK:

Crédit Agricole S.A.

the Ministry of Food, Agriculture and Fisheries

*the Centre for International Co-operation in Agricultural Research
for Development*

and its Donors

for their support during 2009

LES MEMBRES FONDATEURS & AMIS DE FARM

FARM FOUNDERS AND FRIENDS





Fondation pour l'agriculture
et la ruralité dans le monde

FONDATION FARM

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Adresse postale/Postal address

91~93, boulevard Pasteur - 75 710 Paris cedex 15 - France

Adresse physique/Office location

59~61, rue Pernety - 75 014 Paris - France

www.fondation-farm.org

contact@fondation-farm.org